

La crise argentine

Version légèrement remaniée d'un article paru le 31 décembre 2002 dans *Le Quotidien*, sous le titre « Un an de crise totale en Argentine ».

La richesse d'antan

L'Argentine ne fait pas partie de ces Etats latino-américains dont la pauvreté économique constitue un élément structuralisant depuis des siècles. Bien au contraire, l'Argentine de la deuxième moitié du 19e siècle et du premier tiers du 20e siècle fut un des pays les plus riches au monde. Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'économie argentine occupa dans la hiérarchie mondiale la sixième position. Qui plus est, la productivité de son agriculture plaça le pays de la pampa au deuxième rang mondial.

Durant cet âge d'or de l'économie argentine, les régions de la pampa se trouvent au centre d'une vague migratoire impressionnante. Entre 1857 et 1930, 6.3 millions d'Européens vont débarquer à Buenos Aires. Fuyant dans la plupart des cas la misère des campagnes italiennes et espagnoles, les émigrants cherchent à trouver en Argentine cet Eldorado qui pour d'aucuns se révélera plus tard comme n'étant qu'un piètre "Ersatz".

Car, même pendant la période faste de l'économie argentine, la population portègne constitua une société hiérarchisée dominée largement par une oligarchie assez fermée. C'est elle qui profita largement de l'essor économique. Composée de richissimes "estancieros" et de non moins puissants bourgeois-commerçants habitant Buenos Aires, cette oligarchie représenta le grand vainqueur du développement économique argentin.

Or, l'essor de l'économie argentine entre 1860 et 1930 ne la libéra point de plusieurs de ses faiblesses structurelles. Ainsi, l'économie gardera même au-delà de 1930 un faible niveau d'industrialisation. Ajoutons dans cet ordre d'idées que l'Argentine connut une économie ouverte très exposée aux aléas de la conjoncture mondiale, puisque la dynamique économique fut assurée par l'exportation massive et déterminante de produits agricoles.

Les années 1930-1974: l'amorce du déclin économique

Les effets néfastes de cet état de fait structurel se feront rapidement et profondément remarquer lors de la crise économique mondiale des années 1930. Dès 1931, la chute des prix agricoles au niveau mondial et les mesures restrictives déployées par les pays

européens quant aux importations de céréales et de viandes ébranlèrent sérieusement l'économie du Río de la Plata. Désormais l'Eldorado économique argentin - malgré quelques embellies après la Seconde Guerre mondiale et durant les années 1960 - ne récupérera plus son lustre d'antan.

Les historiens datent d'ailleurs les origines du déclin de l'économie argentine depuis la crise économique mondiale des années 1930. Selon eux, la baisse quasi continue des prix agricoles au niveau du marché mondial durant toute la 2e moitié du 20e siècle est à l'origine du ralentissement durable de l'économie argentine, ainsi que les carences tant structurelles que conjoncturelles dues à une diversification économique peu réussie – du moins pour la période postérieure aux années 1950.

D'autres éléments expliquant l'amorce du déclin argentin peuvent être mis en exergue: comme le protectionnisme étatique en matière d'industrialisation et l'application de politiques économiques favorisant l'exportation de matières premières.

Cette première phase du déclin de l'économie argentine – du moins jusqu'à la fin des années 1960 – ne pèsera pas trop sur la cohésion structurelle de la société argentine. Tout en nous gardant d'exposer des explications furtives, il ne nous semble point trop téméraire d'avancer que la très discutée, voire ambiguë action gouvernementale de Juan Perón ait pu agir de façon positive sur le tissu sociétal argentin. Ainsi, elle concrétisa les prémises d'un État-Providence destiné à intégrer davantage et classe ouvrière et classes moyennes.

1974-2002: le temps de la chronicité des crises économiques

Par contre, l'accélération de l'irréversibilité du déclin argentin tant social qu'économique éclatera au grand jour vers le milieu des années 1970, quand crise économique mondiale, politique néo-impérialiste états-unienne et dictature militaire plongeront définitivement l'Argentine dans une période de turbulences tant sociale qu'économique - qui excepté quelques brèves phases d'accalmie et de récupération - se prolongera jusqu'aux années 1990, pour reprendre de plus belle en 1998, avant d'atteindre son climax à la fin de l'année dernière.

Récapitulons! Se caractérisant par un désastre économique et social – sans parler de la tragédie humaine – le bilan de la dictature militaire est tel qu'il est directement à l'origine de la période hyperinflationniste des années 1980 qui, elle, sera combattue dès le début des années 1990 par une politique économique néolibérale de choc basée entre autres sur la dérégulation du marché de l'emploi et sur une politique monétaire intransigeante instituant la fameuse parité peso-dollar.

Afin de mieux appréhender la crise argentine actuelle, il convient donc de souligner qu'elle est précédée par une période bi-décennale de crises économiques dont les effets

sociétaux dévastateurs ont pu être observés dès la fin des années 1970. Entre 1986 et 1993, les salaires des ouvriers non-qualifiés connurent une baisse de 44% et la part des ménages vivant en 1991 dans la pauvreté extrême par rapport à la totalité des ménages fut de 5.6% à Buenos Aires, de 10.4% à Córdoba et de 32.6% dans la province de Salta. Déjà en 1995, 16 à 18 millions d'Argentins se trouvèrent soit en état de sous-emploi, soit au chômage.

C'est dans un tel contexte socio-économique qu'apparurent ce que les sociologues appellent désormais les nouveaux pauvres. Issus des classes moyennes qui traditionnellement furent les garants de la stabilité politique en Argentine, les nouveaux pauvres concourent depuis à la généralisation de la pauvreté dans la société argentine.

La crise actuelle

Tel nous semble être le contexte historique sur lequel se greffe la crise argentine actuelle que l'on ne doit en aucun cas résumer à une crise d'ordre socio-économique parmi tant d'autres que l'Argentine ait pu voir jusqu'à nos jours et que l'on ne pourrait réduire à quelques phénomènes tels le "cacerolazo" (concert de casseroles), le "corralito" (décret limitant les retraits bancaires jusqu'en décembre 2002), la dépréciation du peso, la dette extérieure de 150 milliards de dollars US et l'attitude aussi intransigeante que néfaste du FMI.

Il s'agit d'une crise totale tant politique qu'institutionnelle, tant sociale qu'économique, mais surtout morale dont la très grande responsabilité incombe à cette nébuleuse sociale constituée de rejetons de l'ancienne oligarchie et de membres appartenant à une classe politique et syndicale très largement discréditée qui, tous ensemble cultivent depuis belle lurette le jeu sinistre de la corruption et le maniement de la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Une fuite de capitaux qui au début de cette année équivalait au montant de la dette extérieure de l'Argentine, à savoir 150 milliards de dollars US !

Située dans un contexte historique dite de longue durée, la présente crise totale se révèle donc comme étant la plus importante crise que l'Argentine ait connue depuis son indépendance au début du 19e siècle. Et, comme elle se situe en aval d'une période bi-décennale de crises successives, l'actuelle situation socio-économique est perçue par l'écrasante majorité des Argentins comme une crise non seulement tragique, mais pour l'heure actuelle sans issue. Comme l'attestent tout au long de cette année la croissance vertigineuse de la criminalité et de la brutalité intra-sociétale, comme en témoignent les manifestations de désarroi individuel ou familial; citons comme exemple les tentatives d'auto-immolation.

Pays richissime à l'aube du 20e siècle, pays au bord du gouffre au début du 3e millénaire, l'Argentine en tant que tissu socio-économique et étatique - du moins en ce

moment - est incapable d'offrir un quelconque projet de société à ses habitants. Pour preuve: devant les consulats et les ambassades à Buenos Aires se formèrent durant le premier semestre de 2002 de longues files d'Argentins tentant d'émigrer vers ces pays d'Europe d'où furent originaires leurs ancêtres.

Un pays sans avenir?

Il est vrai que - en dépit de quelques embellies conjoncturelles enregistrées depuis octobre 2001 - le bilan de la question argentine actuelle est particulièrement sombre. Et pourtant, nous nous refusons à conclure sans avoir émis quelques réflexions entretenant une certaine lueur d'espoir quant à l'avenir proche de l'Argentine. Ainsi, nous espérons que le FMI et les Etats-Unis, - mais aussi les Etats-membres de l'Union Européenne - feront preuve et d'une bienveillance et d'une souplesse dignes de ce nom dans la poursuite des négociations qu'ils mènent à l'heure actuelle avec l'Argentine. Espérons d'autre part que les Etats-membres du MERCOSUR cultiveront une politique de solidarité sincère envers leur partenaire économiquement sinistré.

Et au peuple argentin, nous souhaitons qu'il applique au niveau socio-économique ces valeurs profondément ancrées dans la société portègne que sont la vivacité d'esprit et l'initiative créatrice. C'est-à-dire ces valeurs traditionnelles que les Argentins n'ont d'ailleurs jamais délaissées, comme en témoignent à l'heure actuelle leurs productions tant scientifiques que littéraires, tant cinématographiques que musicales.

Claude Wey, CDMH/Dudelange/Luxembourg